

● (1720)

Je me fais aussi du souci parce que le gouvernement n'a pas clairement exposé les objectifs qu'il poursuit dans ces négociations sur le libre-échange. Il n'a pas bien précisé les détails d'un tel accord, ni les secteurs qui seront privilégiés ou négligés. Dimanche dernier j'ai entendu le ministre du Commerce extérieur (M. Kelleher) à l'émission *Cross Country Check-up*. Il mentionnait l'Accord de l'automobile comme un exemple de libre-échange. Ce n'est pas le cas. Je suis d'accord avec le député de Windsor—Walkerville (M. McCurdy) qui dit que le ministre, son parti et ses collègues induisent le public en erreur au sujet de cette très importante question.

Je m'inquiète également parce que . . .

[Français]

. . . au Québec il y a une expression qui dit «qu'il ne faut pas être plus catholique que le Pape». Mais dans ces discussions sur le libre-échange, j'ai souvent l'impression que nous sommes en effet plus catholiques que le Pape.

J'aimerais bien que le secrétaire d'État (M. Bouchard) reste pendant quelques minutes parce que j'ai quelques commentaires à lui adresser surtout en ce qui a trait au besoin d'avoir un bon système d'enseignement postsecondaire dans ce pays pour pouvoir concurrencer les États-Unis et les autres pays dans les marchés mondiaux. J'arrive à cela dans quelques secondes, si seulement il pouvait rester. Mais comme je le disais, monsieur le Président . . .

[Traduction]

Je crois que les Canadiens ont tendance à se montrer plus catholiques que le pape quand il est question de commerce. Nous insistons constamment sur ce à quoi nous devons renoncer dans un accord commercial avec les Américains, sur ce qui constitue une subvention ou une concurrence injuste au Canada. Les médias s'appliquent à signaler chaque cas. Nous parlons du programme d'assurance-chômage qui serait une subvention dans certaines régions canadiennes. Nous parlons de nos politiques d'expansion régionale. Ces questions font tous les jours la une de nos journaux. Nous entretenons une attitude masochiste à cet égard.

Je me souviens d'il y a environ deux ans quand Bombardier tentait de négocier la vente de wagons de métro à la ville de New York, ce qu'il a enfin réussi à négocier. On s'est demandé si le financement fourni par la Société pour l'expansion des exportations ne constituait pas un avantage injuste. Des journalistes canadiens se sont rendus à Washington. Ils se sont entretenus avec des membres du Congrès et leur ont dit: «La Société pour l'expansion des exportations verse une subvention à Bombardier. Croyez-vous que ce soit juste?» Quelle a été la réponse des membres du Congrès, monsieur le Président? Comparez cette façon d'agir avec ce qui se passe aux États-Unis. Voyons-nous dans les journaux américains des articles signalant qu'une mesure quelconque est protectionniste ou que l'industrie de la défense américaine favorise les compagnies américaines? Nullement. L'approbation du comité des finances du Sénat américain qui a fait les manchettes au Canada n'a guère attiré l'attention des Américains. Pour ces derniers, nous sommes des quantités négligeables. C'est ce déséquilibre entre nos deux pays qui me préoccupe grandement. J'estime que le jeu est faussé au départ en raison des côtés différents de nos deux pays.

### Les subsides

Comme je l'ai déjà dit, le gouvernement n'a énoncé ses objectifs que de façon générale. Je me demande bien pourquoi. Est-ce que cela s'inscrit dans sa stratégie de négociation? Ou est-ce tout simplement qu'il n'a pas d'objectifs? Je pencherais plutôt pour la seconde explication. Il n'a pas d'objectifs. J'ai écouté les deux derniers orateurs conservateurs qui ont parlé à la Chambre. À les écouter, on croirait que pour le gouvernement le libre-échange tient lieu du large éventail de politiques qui sont nécessaires à la prospérité du Canada. Que pour eux, c'est la réponse à tous nos problèmes, la panacée. Le gouvernement dissimule derrière le libre-échange toute une série de décisions politiques incohérentes.

Il y a plusieurs minutes, mon collègue de Windsor a mentionné Hyundai, constructeur coréen qui s'installe au Canada. Le gouvernement a donné à Hyundai des millions de dollars. Pourtant les représentants de cette société ont dit qu'ils n'en voulaient même pas. Ils n'ont même pas demandé de subventions, mais nous nous sommes précipités pour essayer de faire voir que nous étions en train de créer des emplois dans ce secteur. Sans tenir compte des problèmes de surcapacité qui existaient déjà dans l'industrie, sans tenir compte de ce qu'on ne leur a pas demandé de se conformer aux dispositions de l'Accord de l'automobile. On a engouffré des millions de dollars dans une industrie, sans se préoccuper le moins du monde d'une politique d'ensemble ou des avantages globaux que cela pourrait apporter aux Canadiens.

L'exemption de \$500,000 des gains en capital durant la vie du contribuable, c'est un cadeau fait aux riches. Chaque courtier en valeurs, chaque agent de change et chaque conseiller financier du pays nous dit que cette mesure ne fera pas réaliser d'investissements notables dans les secteurs à risque de notre économie. Le gouvernement cherche à mettre de l'argent dans ce secteur mais, je le répète, nous négligeons nos ressources humaines.

Un projet de loi à l'étude en ce moment, le projet de loi C-96, porte sur l'enseignement postsecondaire et la santé: le financement des programmes établis. Avec ce projet de loi, le gouvernement se lave les mains de l'enseignement postsecondaire. Nous sommes en train de réduire de huit milliards de dollars environ les transferts aux provinces au titre de la santé et de l'enseignement postsecondaire.

[Français]

J'aurais aimé poser la question directement au secrétaire d'État. Comment va-t-on faire concurrence aux États-Unis si on n'a pas un bon système d'enseignement postsecondaire au Canada? Peut-on faire concurrence aux États-Unis sans des universités de classe mondiale? Peut-on faire concurrence aux États-Unis et aux Japonais et aux Européens sans des centres d'excellence au pays? Quel est le rôle du gouvernement fédéral en cette matière, monsieur le Président? Pourquoi le gouvernement fédéral abdique-t-il complètement ses responsabilités en cette matière?

[Traduction]

Il y a quelques mois, j'ai lu un article au sujet de trois ordinateurs extraordinaires qu'on avait installés dans trois universités américaines. Sauf erreur, il s'agissait des États de New York, de l'Illinois et de la Californie. Des sociétés comme IBM, Kodak et Sperry payaient pour ces ordinateurs. Pourquoi?